



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une manifestation de haut niveau sur les forêts et les changements climatiques met en évidence un accord nord-sud et l'appui pour un nouveau mécanisme de réduction des émissions appelé REDD

New York, le 23 septembre : Exemple sans précédent de coopération entre pays développés et en développement dans le domaine des changements climatiques, dix-huit chefs d'État se sont réunis au siège de l'ONU à New York pour exprimer publiquement leur soutien au REDD, - réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement. Ils ont affirmé que le nouvel accord sur les changements climatiques qui doit être négocié à Copenhague doit tenir compte de façon efficace et équitable du rôle que les forêts peuvent jouer dans l'atténuation.

Après le Sommet sur les changements climatiques de la veille et avant la très importante Conférence sur les changements climatiques qui se tiendra en décembre à Copenhague, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a convoqué des dirigeants et dignitaires de pays développés et en développement afin de dialoguer et d'apporter un appui public au REDD. Après une intervention du Secrétaire général Ban, présidents et premiers ministres d'Afrique (République du Congo), d'Asie et du Pacifique (Papouasie-Nouvelle Guinée), d'Amérique latine et des Caraïbes (Guyane) et de pays industrialisés (Australie, Norvège, Suède) ainsi que le président de la Banque mondiale, M. Zoellick, ont pris la parole pour évoquer le progrès et les mesures en faveur du REDD. De nombreux autres hauts fonctionnaires du Bangladesh, de Colombie, du Gabon, d'Équateur, d'Indonésie, du Japon, de la République Démocratique du Congo, de la République Populaire de Chine et du Royaume Uni ont aussi manifesté leur engagement.

Il s'agissait là de la manifestation réunissant le plus grand nombre de pays à ce jour autour de la question du REDD, avec la participation de plus de 90 nations et de plus de 150 dignitaires et de représentants de haut niveau d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, universités, groupes de réflexion et du secteur privé qui dans le monde entier s'occupent de la question des forêts et des changements climatiques.

“Ce rassemblement de dirigeants mondiaux souligne la dynamique positive et grandissante de soutien au REDD et donne une idée de la manière dont ce mécanisme peut être réalisé d'un point de vue technique, financier et de partenariat”, a déclaré le Secrétaire Général à propos de la manifestation. « Tandis que des réductions drastiques des émissions provenant des énergies fossiles sont cruciales pour répondre au changement climatique, la réduction des émissions provenant des forêts et de l'utilisation des terres est absolument nécessaire à l'équation d'ensemble. »

Les pays en développement qui y participaient ont exprimé leur volonté de procéder à une baisse significative de la déforestation et de la dégradation des forêts, à condition de recevoir un appui financier suffisant. Le Secrétaire général Ban a insisté sur le fait qu'en empêchant la déforestation, nous pourrions arriver à une réduction substantielle des émissions mondiales.

Selon un rapport du Groupe de travail informel sur le financement intérimaire de la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (IWG-IFR), il serait possible de réduire la déforestation de 25 % d'ici 2015 à condition d'engager des fonds à hauteur de 15 à 20 milliards d'euros (22-29 milliards de dollars).

La déforestation et la dégradation des forêts comptent pour un peu moins d'un cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit plus que l'ensemble des voitures, camions, navires et avions. Non seulement les forêts stockent plus d'un trillion de tonnes de carbone, mais elles subviennent à des besoins humains fondamentaux, dont l'adaptation. Pourtant, au titre de l'actuel Protocole de Kyoto, les pays en développement ne peuvent recevoir de crédits pour les bénéfices sociaux et environnementaux que procurent les forêts. En l'absence de dividendes pour leur entretien, les abattages, les brûlis et les dégradations continuent. Un mécanisme REDD dont on discutera au cours des négociations sur les changements climatiques en décembre à Copenhague propose de résoudre le problème des incitations perverses à ce que les forêts aient plus de valeurs mortes que vivantes.